

Les agents de protection de l'environnement dénoncent le manque de moyens

Le Monde.fr | 04.02.2016 à 08h23 • Mis à jour le 04.02.2016 à 08h33 | Par [Rémi Barroux](#)



Destruction d'un récif artificiel de pneus dans l'aire marine protégée d'Antibes, en mai 2015. Gregory Lecoeur / Gregory Lecoeur / Agence des air

Alors que le gouvernement affirme ses ambitions environnementales dans nombre de secteurs, pollution, usage de pesticides, création d'aires marines protégées, biodiversité, les personnels des agences chargées de la [défense de l'environnement](#) ont le blues et dénoncent le manque de moyens, les baisses d'effectifs, la dégradation des [conditions de travail](#) et donc la qualité de leurs réalisations. Le lancement de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), prévu le 1^{er} janvier 2017, qui regroupera plusieurs organismes actuels dédiés à l'environnement, suscite aussi des inquiétudes.

Lire aussi : [Biodiversité : le Sénat vote une loi écornée par le lobby des chasseurs](#)

Autant de motifs qui ont incité une intersyndicale des personnels de l'environnement – [CGT](#), FO, UNSA écologie, Syndicat national de l'environnement (SNE-FSU) et Syndicat national autonome des personnels de l'environnement (Snape-Solidaires) – à [appeler](#) à la grève, jeudi 4 février, les personnels de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), du Conservatoire du littoral, de l'Agence des aires marines protégées (AAMP)...

« *Quel environnement souhaitez-vous pour demain ?* », interrogent les agents de ces établissements. Ils sont à peine quelques milliers pour [veiller](#) sur « *le patrimoine naturel de la France* », montagnes, forêts, zones humides, campagnes, cours d'eau, littoral et mer, chargés de [faire appliquer](#) la réglementation et de [sanctionner](#) les infractions. 1 200 agents seraient rattachés à la future Agence française pour la biodiversité. Ils sont aussi quelque 2 000 répartis entre le Conservatoire du littoral et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. A [titre](#) de comparaison, le ministère de l'écologie, du [développement durable](#) et de l'énergie emploie 55 000 fonctionnaires au total.

« Aujourd'hui, la préservation de votre cadre de vie repose sur une vingtaine de fonctionnaires par département, pour toutes les thématiques : eau, chasse, pêche, [police](#), connaissance, éducation... », explique l'intersyndicale. Sur le terrain, la situation est parfois tendue. « Les agents de l'Onema ont déjà vécu des manifestations agressives d'agriculteurs énervés par des contrôles, comme à Saint-Pourçain-sur-Sioule, dans l'Allier en 2013 », rappelle Francis Combrouze, de la fédération Equipement-environnement [CGT](#).

« En Eure-et-Loir, zéro agent de l'Office de l'eau »

Le sentiment de ne [pouvoir accomplir](#) son travail est assez largement répandu, explique l'intersyndicale. « Des particuliers, des collectivités territoriales, des associations, nous alertent pour des travaux, des [pollutions](#), des infractions, mais un quart de ces signalements ne sont pas traités, avance Stéphane Lafon, le chef de service départemental de l'Onema dans l'Aube, qui revendique 188 opérations de contrôle, en 2015, sur un réseau hydrographique de plusieurs milliers de kilomètres. On est quatre alors qu'il y a une dizaine d'années, il y avait six ou sept postes. Alors, je suis amené à faire des choix. »

La police de l'eau, assurée par 600 agents de l'Onema, serait moins efficace, dénoncent les syndicats. « Les missions de police représentent 50 à 60 % de notre activité, le reste étant de l'appui, du conseil, sur lequel nous réduisons notre capacité d'intervention », explique Philippe Vachet, le secrétaire général du Snape-Solidaires. Les missions de connaissance, comme des inventaires piscicoles, sont moins nombreuses, détaille un autre chef de service départemental en Ille-et-Vilaine. De nombreux départements ne compteraient que deux à trois agents pour [surveiller](#) et [protéger](#) leurs cours d'eau, longs de 8 000 km en moyenne. « Il y a zéro agent de l'Onema en Eure-et-Loir », dénonce Philippe Vachet.

Cette pénurie affecte aussi l'Agence des aires marines protégées, selon les syndicats, qui dénoncent une baisse de 20 % des effectifs. « Deux aires ont été récemment créées, le Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon [420 km², juin 2014] et le Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis [6 500 km², avril 2015] sans qu'on affecte du personnel à leur fonctionnement. A Arcachon, la directrice est seule, sans agent de terrain », raconte Olivier Gallet, secrétaire CGT et représentant du personnel au conseil d'administration de l'AAMP.

Lire aussi : [Boues rouges de Gardanne : quand l'Etat accorde des permis de polluer](#)

Les conseils de gestion de ces parcs sont soumis à des demandes variées, comme l'extraction de granulats et de sables ou des autorisations pour des projets touristiques. Or, pour le syndicaliste, les personnels en nombre insuffisant ne peuvent [expertiser](#), [étudier](#) les milieux dont ils ont la charge, tout en continuant à les surveiller et à les [gérer](#). « Le suivi de la [population](#) de dauphins, de phoques ou les prélèvements d'eau ne sont plus effectués, regrette Olivier Gallet, qui travaille sur le parc de la mer d'Iroise, comprenant notamment les îles de Sein, de Molène et d'Ouessant (5 400 km²). Le ministère s'enorgueillit de [dire](#) qu'il y a 20 % de notre espace maritime en aire marine protégée, mais c'est de la poudre aux yeux. »

Au ministère de l'écologie, on reconnaît une baisse des effectifs de l'ordre de 2 % par an, identique au ministère et chez les opérateurs. « On travaille sur le rapprochement des statuts, pour qu'il y ait plus de convergence sur les grilles de salaires, différentes selon les agences, et des contractuels ont été embauchés, mais on comprend que les syndicats trouvent cela insuffisant, c'est normal, estime-t-on au ministère. Quant au manque de personnels dans certains parcs marins, le constat est juste, mais, au total, l'AAMP compte 200 personnes : on peut sans doute mieux les [répartir](#). » Ces propos ne rassurent guère les syndicats.

-  [Rémi Barroux](#)
Journaliste au Monde [Suivre](#) [Aller sur la page de ce journaliste](#)